
N^o. X V.

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL;
PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,
*ET rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero

VERSAILLES ET PARIS

Du Vendredi 25 Septembre 1789

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 23.

*Motion sur les moyens de remplacer les Dîmes
Ecclésiastiques. — Décision de présenter à la
Sanction Royale le Décret sur le Sel. — Dénon-
ciation sur les Comités de l'Hôtel-de-Ville. Plainte
des Habitans de Vernon sur les vexations de leur
Comité provisoire. Projet du Ministre des Finances.
Suite de la dénonciation sur les Comités de l'Hôtel-
de-Ville.*

DANS cette Séance on a mis à l'ordre du
jour cet article du plan du Comité de Constitution.

P

Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans les mains du Roi. Après de vifs débats sur les amendemens, M. Freteau en a proposé la rédaction suivante : *Tous les pouvoirs résident dans la Nation, & ne peuvent émaner que d'elle : le pouvoir législatif réside dans l'Assemblée Nationale ; & aucun acte du corps législatif ne pourra être considéré comme loi, s'il n'a été fait par l'Assemblée des Représentans de la Nation, légalement & librement élus, & sanctionné par le Monarque.* Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans les mains du Roi : rédaction qui a passé à l'unanimité. — On voit que, pour faire passer sans amendement l'article du Comité, M. Freteau l'a accolé avec art à l'article du corps législatif. J'ai dénoncé, dans le *Moniteur Patriote*, ce travail du Comité comme attentatoire aux droits de la Nation ; & j'ai fait voir, dans mon (1) *Plan de Constitution*, les dangers que court la liberté publique, en confiant au Roi le pouvoir exécutif suprême : j'y renvoie mes Lecteurs. — Ensuite on a discuté longuement un article conçu en ces termes : *Le pouvoir judiciaire ne doit jamais être exercé par le Roi, & les Juges auxquels il est confié ne peuvent être dépossédés de leurs offices que par des voies légales.* Entre différentes rédactions qui ont été proposées, on a adopté la suivante : *Le pouvoir judiciaire ne pourra en aucun cas être exercé par le Roi, ni par le Corps législatif : mais la Justice sera administrée au nom du Roi par les seuls Tribunaux établis par la Loi, suivant les principes de la Constitution, & les formes déterminées par la Loi.*

(1) Il se trouve chez *Buiffon*, Libraire, rue Haute-Feuille.

M. le Brun , Membre du Comité Ecclésiastique , a fait une Motion sur le remplacement des dîmes , dont il a indiqué trois moyens ; les Bénéfices actuellement aux Economats , les Bénéfices simples au-dessus de 3000 liv. , & la suppression des Maisons Ecclésiastiques. Cette motion a excité quelques débats ; le Clergé a promis tous les renseignemens requis sur les biens ecclésiastiques , & l'on est venu à l'ordre du jour , c'étoit la lecture du Décret sur la Gabelle , l'Assemblée l'a adopté , & a décidé qu'il seroit incessamment présenté à la Sanction Royale.

Séance du 24 , au matin.

Comme M. le premier Ministre des Finances devoit se rendre à l'Assemblée sur les onze heures , on n'a discuté aucun des articles du plan de Constitution.

L'Assemblée a renvoyé au pouvoir exécutif la plainte des Habitans de la ville de Vernon contre leur Comité provisoire , qui s'est emparé de tous les pouvoirs pour vexer les Citoyens , qu'elle a pris sous sa sauve-garde , se réservant d'improver la conduite du Comité.

A son arrivée le premier Ministre a fait une vive peinture du délabrement des Finances , & a proposé comme le moyen le plus prompt de les régénérer , la contribution momentanée d'un quart du revenu de chaque particulier. M. Guy d'Arcy a proposé que le plan du Ministre fût soumis à l'examen du Comité des douze. Motion que l'Assemblée a adoptée.

Suite du Discours au Peuple.

Parlerons-nous ici de la gestion ruineuse de ces Comités , des folles dépenses qui ont épuisé en pure perte les dernières ressources de l'Etat ,

des déprédations dont quelques-uns sont accusés (1), du salaire exorbitant de cette légion d'employés à la chose publique, qui dévorent le Peuple & augmentent sa misère. Les détails en sont immenses, nous n'aurions jamais fini. Contentons-nous d'en rapporter quelques traits, ils feront connoître l'esprit d'ordre & d'économie qui caractérise les Représentans de la Commune de Paris.

Le Sept., l'Assemblée présenta au Maire, le décret qui lui accorde 50,000 liv (2) de provision. M. Bailly, qui tient des bienfaits du Roi, une fortune plus qu'honnête pour un savant, s'est excusé sur ce qu'il n'avoit, tout au plus, dépensé que moitié de cette somme, & sur ce que le malheur des temps ne permettoit pas de disposer d'aucun fonds, sans une nécessité absolue.

Quelques jours auparavant, l'Assemblée avoit offert au Commandant-Général un traitement de

(1) La voix publique accuse quelques Membres de l'ancien Comité des subsistances d'y avoir commis d'affreuses dilapidations. Plusieurs Districts de la Capitale ont demandé les comptes. C'étoit le devoir des Représentans de la Commune de les faire rendre à la première requisiion, & de s'assurer des délinquans, s'il y avoit délit constaté. Par quel honteux manège se refuse-t-on aujourd'hui à éluder cette reddition. Je renouvelle mes instances auprès des Communes de tous les districts de la Capitale : qu'elles se concertent entr'elles, & qu'elles nomment sans délai un homme de tête & de cœur, pour examiner la gestion de ce Comité, & les surveiller tous. Il nous faut des exemples éclatans de justice. Si les coupables nous échappent toujours, c'en est fait de la liberté : l'abîme est ouvert sous nos pas : bientôt, bientôt, nous y serons précipités.

(2) Et qu'on ne dise pas qu'il est tenu à la représentation : ce fait ridicule, reste du despotisme, n'est bon qu'à faire autant de créatures de l'homme en place des parasites qu'il admet à sa table.

150,000 liv. Ce généreux Citoyen , dont l'ame n'est ouverte qu'aux sentimens qui élèvent l'humanité , a repoussé le vil métal dont on vouloit payer son dévouement à la Patrie. Il a motivé son refus des besoins urgens de l'État , & du nombre prodigieux d'infortunés qui peuplent la Capitale : motifs qui relèvent encore le prix de son noble sacrifice.

Quel exemple pour des administrateurs publics ! Quelle leçon pour des dissipateurs ! Leurs cœurs sont purs , je veux le croire : mais que penser de leurs vues ? Quoi ! leurs petites ames ne connoïtroient que l'or pour récompenser les services rendus à la Patrie ? Et cet or qu'ils prodiguent , si du moins il leur appartenoit ! S'ils le gagnoient par leur travail ; s'ils le tiroient de leurs coffres : mais c'est la ressource de l'État , c'est la substance du nécessaire & de l'indigent. Que de puissans motifs pour s'en montrer avarés ! Peuple infortuné , seras-tu donc éternellement dévoué à la misère ? Toujours vexé , foulé , pillé , n'échapperas-tu des mains des déprédateurs royaux , que pour tomber dans celles des dilapidateurs populaires ? Gémis , gémis sur ton malheureux sort : tu en mérites toute l'atrocité , si tu es assez lâche pour ne pas recourir au remède : il est dans tes mains !

Hé ! que penser de ces honteuses prodigalités dans un temps de calamité publique ! dans un temps où tous les fléaux de l'ire céleste semblent nous accabler à-la-fois ! dans un temps où nous sommes réduits à l'affreuse nécessité de mourir de faim au sein de l'abondance , ou d'être empoisonnés par des alimens vénéneux ! En faudroit-il davantage à un Peuple sensé , pour interdire des mandataires qui ont affiché eux-mêmes leur incapacité à gérer la chose publique ?

Mais quoi ! feroit-ce-là le simple effet d'un abandon inconsideré d'hommes ineptes qui ne calculent rien ? . . . Ce pensionnaire royal qui cherchoit à attirer sourdement à lui toute l'autorité ; cette Assemblée sans pudeur qui rappelle dans son sein un membre flétri ; ce Comité de Police où règnent d'insolens Aristocrates, qui osent se rendre maîtres du sort des prisonniers ; ce Comité des subsistances que dirigoient deux anciens accapareurs aux gages du gouvernement ; ces procédures secrètes & (1) clandestines ; ce voile impénétrable qui couvre toutes leurs opérations ; ce corps énorme de Milice soldée ; ces appointemens excessif de l'Etat-Major ; cette sommes exorbitante offerte au Commandant-Général ; cet esprit de corps que l'on s'efforce d'inspirer à la Milice Bourgeoise ; cette attention continuelle de la faction corrompue des Etats-Généraux, à s'assurer de la Milice Parisienne ; ce soin extrême de défendre les Assemblées du Peuple comme attroupemens tumultueux ; ces fanfaronnades des Députés Aristocratiques ; ces sommes immenses, promises par un un Député odieux , pour découvrir les auteurs de lettres menaçantes supposées ; cette Statue votée avec tant de précipitation à un Ministre, dont les principes ne sont rien moins que connus , ou plutôt à un Ministre, autrefois populaire , & dont l'administration paternelle n'empêche pas le peuple de périr de faim ; tout cela n'annonce que trop un plan profondément combiné. C'est la suite de

(1) Tous les Districts doivent au plus tôt prendre communication de la procédure du Marquis de la Salle, des papiers enlevés au Baron d'Entrecasteau, résidant à Genève, &c.

la trame odieuse que j'ai dévolée dans mes précédens Numéros ; & si ce plan de trahison n'a pas été exécuté par les mêmes mains, il vient indubitablement de la même source.

Peuple insensé ! seras-tu donc toujours victime de ton aveuglement ? Ouvres enfin les yeux : fors , fors de ta léthargie ; purges tes Comités ; conserves - en les Membres saints ; balayes - en les Membres corrompus, — ces pensionnaires royaux, ces Aristocrates rusés, ces hommes flétris ou suspects, ces faux patriotes : tu n'aurois à attendre d'eux que servitude, misère & désolation. Choisis parmi tes enfans des Citoyens éclairés & integres : formes-en des corps peu nombreux, qu'ils soient sans cesse sous tes yeux : suis leurs opérations, & ne t'abandonnes à leur foi qu'après qu'ils t'auront rendu l'abondance & la paix. Ah ! si l'*Ami du Peuple* peut en juger par son cœur, ne crains pas de manquer de serviteurs fidèles : ne crains pas de les indisposer par ta défiance : loin de s'en offenser, ils seront les premiers à faire un devoir.

Mes chers Compatriotes ! dans les mains de la Municipalité de Paris réside actuellement le pouvoir exécutif. C'est en elle que le Ministre favorimet tout son sepoir ; & c'est sur elle que la faction criminelle se repose. Que la Municipalité soit simplement régénérée ; à l'instant vous verrez les ennemis de l'Etat confondus ; les fils invisibles de leur noire trame rompus pour toujours : l'Assemblée Nationale se purger elle-même, & reprendre une marche régulière, se montrer jalouse de vos droits, établir la liberté publique sur une base inébranlable ; mettre le Prince à sa place, rouvrir les sources de l'abondance, & ramener dans vos foyers la paix & le bonheur.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris, chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers, N^o. 6, à qui l'on adressera, *franc de port*, le prix de l'abonnement, la lettre d'avis, & toutes les lettres pour les Auteurs du *Publiciste Parisien* :

Chez Bleuet, Libraire, rue Dauphine ;

Chez Petit, au Palais-Royal ;

Chez Pichard, Libraire, près le Pont-Royal ;

Chez Debray, Libraire, au Palais-Royal ;

Et chez Bailly, Libraire, rue Saint-Honoré, près la Barrière des Sergens.

Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages in-8^o. , & quelquefois plus, qui paroît tous les jours, est de 12 livres pour trois mois, franc de port par la poste, pour tout le Royaume.

Hôtel-de-Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789. Signés, BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de la veuve HÉRISSANT, rue Neuve Notre-Dame.